

Crise économique et financière

« Nul ne peut servir deux maîtres.
Car, ou il haïra l'un, et aimera l'autre ; ou il s'attachera à l'un, et méprisera l'autre.
Vous ne pouvez servir Dieu et l'argent »
Évangile selon St Matthieu 6, 24-34

La synthèse que je présente ici s'appuie sur des écrits récents de personnalités lucides et engagés de la vie économique, sociale, journalistique, philosophique ou religieuse. Oui, il faut de la lucidité et du courage pour dénoncer les multiples manières dont le système mondial actuel blesse profondément l'homme. Je donnerai d'abord la parole aux « chrétiens indignés », dont [le manifeste de 2011](#) vaut vraiment la peine d'être médité ! Ensuite, on tentera de cerner la nature profonde de cette crise à multiples facettes qui ne semble pas faiblir depuis 2008. Les textes proposés sont sévères et sans concession, parce qu'ils montrent l'ampleur et la complexité d'un système impitoyable pour l'homme et la nature, un système dont nous faisons tous plus ou moins partie, mais qui ne profite, en vérité, qu'à une poignée, une toute petite poignée d'hommes et de femmes de ce monde...

Manifeste des chrétiens indignés (extraits, 2011)

« Notre humanité marche aujourd'hui au rythme effréné d'un système économique mensonger, qui entretient l'illusion d'une croissance matérielle sans fin qui apporterait à tous bonheur et prospérité. Dangereux, cet ordre chaotique organise un pillage systématique et compulsif des ressources limitées de notre planète, et menace de pollutions ou de destructions irrémédiables notre environnement naturel, pourtant si fragile et si précieux. Injuste, il est directement responsable du gouffre qui éloigne chaque année davantage une minorité de privilégiés et une majorité de populations toujours plus pauvres et plus abandonnées. Aliénant, cet ordre inversé est une gigantesque régression culturelle, car son visage est celui d'un matérialisme assumé et agressif qui blesse les dimensions les plus essentielles de la personne humaine.

Qui peut encore échapper aux conséquences délétères du mode de vie qui nous est imposé depuis la fin du siècle dernier ? En enrichissant et en protégeant une poignée d'individus qui se partagent les fruits du développement économique (voir plus loin), ce système mondialisé écrase l'immensité des pauvres des pays défavorisés, condamnés à une vie d'errance et de misère en exil dans les pays riches ou dans les villes surpeuplées des pays du Sud. Il attire dans son giron trompeur les nouvelles classes moyennes des pays dits « en développement », que leurre encore la perspective d'une vie matérielle meilleure. Dans nos pays, il assomme les populations démunies en les excluant du corps social, devenu pour elles invivable, et il fragilise l'existence des classes moyennes en désossant les conquêtes sociales des décennies d'après-guerre et en remettant en cause le pacte de solidarité qui a servi de ciment aux sociétés européennes depuis soixante ans. Quant aux sociétés traditionnelles, si nombreuses et si diverses, elles ont été balayées.

Cet ordre a placé une idéologie de l'économie au cœur des préoccupations de la vie civique. En faisant de la recherche exclusive du profit financier le principe des échanges commerciaux, et en proposant comme modèle social universel celui d'un individu sans attache, mû par la quête de jouissance et libre de tout enracinement social, il a débouché sur un effondrement culturel et spirituel sans précédent.

D'ordre, ce système économique n'a en fait que le nom : il s'est culturellement construit en opposition affirmée avec la réalité, oubliant que dans un monde physiquement limité, l'idée de croissance infinie n'a aucun sens. Il ignore, méprise ou nie les valeurs humaines essentielles : la protection des plus faibles, la solidarité, les relations désintéressées, le don gratuit, le sens du renoncement, le dévouement à la collectivité, et toutes ces valeurs civiques sur lesquelles toutes les civilisations humaines ont bâti leur histoire. Ces dernières décennies, ce chaos généralisé a pris un tour totalitaire en réduisant les peuples et les communautés locales à des marchés économiques, les familles à des catégories socioprofessionnelles, les citoyens eux-mêmes à de simples consommateurs, tous cibles de stratégies commerciales agressives. Cette approche mercantile des sociétés humaines, qu'intéressent seules nos pulsions primaires, revient en dernière instance à nier la dimension spirituelle constitutive de notre humanité. En ce sens, la marche en avant du capitalisme libéral, que plus aucune bride ne retient depuis les années 90, prend tous les aspects d'une profanation de l'homme et de la nature.

Beaucoup d'entre nous ne tirent-ils pas avantage de cette injuste répartition des richesses en jouant un rôle important au sein du système lui-même ? Pour les meilleurs motifs, nous nous installons au cœur du pouvoir économique et nous lui prêtons nos compétences et notre bonne volonté. Cette collaboration silencieuse au fonctionnement d'une si vaste structure, qui génère tant d'iniquité et détruit si gravement notre environnement naturel, n'est plus acceptable. Le fonctionnement du capitalisme mondialisé est profondément anti-évangélique et nous devons nous insurger contre cela. Incohérents nous le sommes vraiment, si nous menons des combats éthiques sans dénoncer le matérialisme mercantile, cause structurelle des atteintes à la vie, et l'innombrable multitude de crimes contre les pauvres dont le capitalisme

mondialisé est l'auteur ».

Démarrage de la crise mondiale de 2008

Après la deuxième guerre mondiale, les économies nationales ont progressé avec la confiance de la plupart des gens en un développement régulier de la monnaie et de la finance dans la ligne des potentialités de croissance réelle de l'économie. Mais, à partir des années 1990, on constate que la monnaie et les titres de crédit au niveau mondial ont augmenté plus rapidement que la production des revenus, et ce également pour les prix courants. Ce qui a provoqué la formation de poches excessives de liquidité et de bulles spéculatives, transformées ensuite en une série de crises de solvabilité et de confiance qui se sont diffusées et suivies dans les années suivantes.

La bulle spéculative sur les immeubles et la crise financière récente ont la même origine dans le montant excessif de monnaie et d'instruments financiers au niveau mondial. Tandis que les crises dans les pays en voie de développement – qui ont risqué d'impliquer l'ensemble du système monétaire et financier – ont été contenues grâce à des formes d'interventions de la part des pays plus développés, celle qui a éclaté en 2008 a été caractérisée par un facteur décisif et explosif par rapport aux précédentes. Elle est née dans le contexte des États-Unis, l'une des zones les plus importantes pour l'économie et la finance mondiale et a impliqué la monnaie servant aujourd'hui encore de référence à la plus grande partie des échanges internationaux.

Une orientation libérale – réticente à l'égard des interventions publiques dans les marchés – a fait opter pour la faillite d'un institut international important, en pensant ainsi pouvoir limiter la crise et ses effets. Ce qui, hélas, a entraîné la propagation du manque de confiance, qui a induit des changements soudains d'attitudes réclamant des interventions publiques sous différentes formes et de vaste portée afin de tamponner les effets négatifs qui auraient emporté la totalité du système financier international.

Les conséquences sur ce qu'on appelle l'économie « réelle », en passant par les graves difficultés de certains secteurs – en premier lieu la construction –, et la diffusion d'une prévision défavorable ont engendré une tendance négative de la production et du commerce international, avec de graves répercussions sur l'emploi, et des effets qui, probablement, n'ont pas encore donné toute leur mesure. Les coûts pour des millions, et même des milliards, de personnes, dans les pays développés mais surtout dans ceux en voie de développement, sont très importants.

(d'après un document du Conseil Pontifical Justice et Paix, 2011)

Développement économique et inégalités croissantes

Le bien-être économique mondial, mesuré en premier lieu par la production du revenu, a augmenté au cours de la seconde moitié du XXème siècle, et ce avec une vitesse jamais expérimentée auparavant dans l'histoire des hommes. Cependant, les inégalités aussi ont augmenté de façon considérable au sein des différents pays, et entre eux. Tandis que certains pays et certaines zones économiques – les plus industrialisés et développés – ont vu s'accroître considérablement la production du revenu, d'autres ont en effet été exclus du processus d'amélioration généralisé de l'économie et ont même vu leur situation empirer.

Mais qu'est-ce qui a donc poussé le monde dans cette direction aussi problématique, pour la paix également ? Avant tout un libéralisme économique sans règles ni contrôles. Une idéologie qui prétend tirer de la théorie les lois de fonctionnement du marché et celles du développement capitaliste, en exaspérant certains aspects.

Allons plus loin :

« A la base de la crise mondiale actuelle, il y a l'instrumentalisation de l'individu depuis 20 ans par l'idéologie libérale économique et financière qui a détruit tout repère éthique, avec comme seule perspective le matérialisme mercantile, c'est-à-dire des horizons techno-marchands qui réduisent l'humain au lieu de le grandir » (François Taillandier).

« Cette idéologie croit exalter la liberté individuelle en la soustrayant à toute limitation, en la stimulant par la recherche exclusive de l'intérêt et de la puissance. Mais ce qui compte pour elle, c'est la démultiplication illimitée de tous les désirs et de leur autosatisfaction acheteuse. D'où la suppression de tous les repères éthiques qui briment la liberté en triant les désirs et donc en réduisant la gamme des autosatisfactions acheteuses » (François Huguenin).

Et encore plus loin :

Dans « Le prix de l'inégalité », le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz décrit comment les 1% les plus riches de la société américaine s'approprient les richesses créées et ont réussi à imposer des règles du jeu politique qui soient à leur service, une partie croissante des Américains s'appauvrissant pendant ce temps : « Le 1 % supérieur a accaparé 93 % du supplément de revenu créé dans le pays en 2010, par rapport à 2009 », écrit Stiglitz. Et, poursuit-il, sur la longue période, « depuis trois décennies, les bas salaires (des 90 % inférieurs) n'ont augmenté que de 15 % environ, tandis que les salaires des membres du 1 % supérieur se sont accrus de près de 150 % et que dans le 0,1 % supérieur, leur augmentation dépasse 300 % ». Le système perdure parce que beaucoup d'Américains croient encore à l'efficacité du

marché !

Dans « Misère de la pensée économique », Paul Jorion rejoint totalement Stiglitz : la crise est fondamentalement due à la mise en place d'une « machine à concentrer la richesse ». Le libéralisme qui s'impose dans les années 1980 (dérégulation, financière notamment, privatisations) et le changement de paradigme dans les grandes entreprises ont conduit à la situation présente : « Part toujours croissante ponctionnée sur les gains de productivité par les dividendes des actionnaires et par les rémunérations, bonus et stock-options extravagants des dirigeants des grandes entreprises ». Le pouvoir d'achat d'une majorité de la population stagnant, il a fallu recourir inconsidérément au crédit, mais cela ne suffisait pas pour soutenir la demande, la production stagne, le chômage augmente, et faute de débouchés à ce niveau, l'argent en excès des plus riches alimente la spéculation qui finit par dérégler le mécanisme de la formation des prix – notamment ceux des matières premières.

« C'est donc bien la paupérisation de la classe moyenne qui est la principale cause de la crise. C'est pourquoi les politiques d'austérité en Europe sont vouées à l'échec, car elles ne feront qu'amputer un peu plus la demande, encore baisser l'activité économique et donc aussi les recettes fiscales » – c'est un autre prix Nobel d'économie, Paul Krugman, qui l'explique très clairement. Hélas ! Et nos dirigeants occidentaux – dont beaucoup sont très liés à la finance – demeurent rivés aux schémas libéraux et sont incapables de sortir de la logique de la liberté des marchés, et donc d'aller de concert vers un juste protectionnisme européen et un encadrement drastique, voire une interdiction de la spéculation financière – et bien sûr une sortie organisée de l'euro.

(La Nef, octobre 2012 - éditorial de Christophe Geffroy)

L'immense scandale des paradis fiscaux : l'art de la triche à très grande échelle

Depuis trente ans, l'activité financière s'est développée à un rythme bien plus rapide que la croissance de l'économie. En 2008, le volume des transactions financières était 74 fois supérieur au Produit intérieur brut (PIB) mondial. Aujourd'hui, le financement de l'économie réelle n'est plus la seule raison d'être de la finance, devenue un secteur d'activité à part entière. La complexification croissante des produits financiers facilite cette déconnexion avec l'économie réelle et contribue à diluer la responsabilité. Parfois, les spécialistes de la finance eux-mêmes ne connaissent plus exactement la nature de ce qu'ils échangent. La bulle des subprimes américains est l'illustration des dangers que fait courir une économie financiarisée à l'excès.

Mais loin d'être seulement financière, la crise actuelle traduit une crise plus profonde de civilisation. Celle d'une société qui a élevé l'argent au rang de valeur suprême et fait de l'accumulation de richesses le critère unique de mesure d'une vie réussie, au détriment de toutes les autres dimensions : sociale, spirituelle ou culturelle.

Les paradis fiscaux ont facilité cette course effrénée au profit immédiat, privant les autorités de régulation nationales et internationales de leur capacité à mesurer l'ensemble des risques et à prévenir la crise financière. Les entreprises ont été réorganisées pour atteindre des objectifs excessifs de rentabilité à court terme de la part des investisseurs et des actionnaires, parfois en contradiction avec le droit du travail ou de l'environnement. De leur côté, les banques et les fonds d'investissements se sont engagés dans des opérations de plus en plus risquées, utilisant à l'occasion les avantages réglementaires des paradis fiscaux pour s'affranchir des règles internationales de prudence financière. Des institutions financières ont pu y localiser une part importante de leurs activités risquées, parfois dissimulée hors de leur bilan comptable. Aujourd'hui encore, peut-on réellement mesurer l'ampleur exacte des pertes liées à la crise, étant donné l'opacité des paradis fiscaux ?

Plus encore, les paradis fiscaux offrent la plus grande opacité et la possibilité d'y localiser l'activité de façon purement virtuelle. Les multinationales font transiter par les paradis fiscaux la moitié du commerce mondial, de façon à faire apparaître leurs profits dans leurs filiales les moins imposées. La démarche est encore plus aisée dans les secteurs qui tirent profit non pas des usines, peu mobiles, mais d'activités « immatérielles ». Les géants des nouvelles technologies (Google, eBay, iTunes, Microsoft...) placent ainsi une part importante de leurs bénéfices en Irlande, au Luxembourg ou aux Bermudes. Les grandes banques européennes ont, en moyenne, 25 filiales aux Îles Caïmans. Les deux tiers des investissements directs étrangers effectués en Inde et en Chine proviennent de paradis fiscaux. Ces statistiques, sur lesquelles se fondent nos dirigeants pour piloter l'économie mondiale, ne correspondent pas à l'économie réelle, mais à une géographie commode pour éviter l'impôt.

Le travail pour tous

Parmi les droits et les devoirs sociaux aujourd'hui les plus menacés, il y a le droit au travail et la juste reconnaissance du statut juridique des travailleurs, parce que le travail est appréhendé comme une variable dépendant des mécanismes économiques et financiers liés eux-mêmes à la pleine « liberté des marchés ». De plus, le modèle prévalant des dernières décennies postule la recherche de la maximalisation du profit et de la consommation, dans une optique individualiste et

égoïste, tendant à évaluer les personnes seulement par leur capacité à répondre aux exigences de la compétitivité.

Au contraire, dans une autre perspective, le succès véritable et durable s'obtient par le don de soi, de ses propres capacités intellectuelles ou manuelles, de son esprit d'initiative, parce que le développement économique vivable, c'est-à-dire authentiquement humain, a besoin du principe de gratuité comme expression de la fraternité et de la logique du don, au delà même des circuits bénévoles. Concrètement, dans l'activité économique, on a besoin de personnes qui ne travaillent pas seulement pour leur intérêt propre, mais pour donner aux autres un avenir et un travail décent.

La dignité de l'homme, ainsi que la logique économique, sociale et politique, exigent que l'on continue à « se donner comme objectif prioritaire l'accès au travail ou son maintien, pour tous, et à renforcer sa conception en tant que bien fondamental pour la personne, la famille, la société. Je renvoie ici à la lecture de « Adieu à la croissance », de Jean Gadrey, dont j'aurai l'occasion de reparler sur le blog d'ici quelques semaines.

On a donc bien vu que la crise n'est pas seulement de nature économique et financière, mais avant tout de nature morale. Pour fonctionner correctement, l'économie a besoin d'une éthique au service du bien commun, et non de l'individualisme. Elle a aussi besoin qu'on en finisse une fois pour toute avec le libéralisme !

Mais quand ?

Et à quel prix !